

# Afghanistan: de nouveau au bord du précipice

2015 a été l'année la plus sanglante en Afghanistan depuis le début de la guerre menée par les Etats-Unis en 2001. 14 années de combat n'ont rendu ni le pays ni l'Occident plus sûrs bien que le réseau terroriste mondial connu sous le nom d'Al-Qaïda ait été affaibli. Ce succès indéniable pourrait cependant représenter une victoire à la Pyrrhus si l'«Etat islamique» s'installe alors que l'Occident se retire.

Par Prem Mahadevan

Il est improbable qu'un attentat terroriste de l'ampleur du 11 septembre soit lancé depuis le territoire afghan dans un avenir proche. Mais il faut se garder de toute complaisance. Même si Washington essaie de minimiser son incapacité à vaincre les insurgés talibans, l'Afghanistan est en train de glisser dans un chaos comparable à la retraite soviétique de 1989, qui été suivie par une guerre civile. Même si l'attention du public et des médias occidentaux n'est plus fixée sur l'Afghanistan, la future trajectoire du pays impactera encore la sécurité intérieure occidentale.

Les luttes de pouvoir intestines au sein des talibans sont cruciales à cet égard. On a appris en juillet 2015 que le chef suprême des talibans, le mollah Omar, était mort au Pakistan plus de deux ans auparavant. Mais, bizarrement, ce même mollah décédé a adressé à ses partisans un message enregistré quelques jours à peine avant l'annonce de son décès où il montrait une volonté surprenante de négocier avec le gouvernement afghan – une chose à laquelle le mollah Omar s'opposait de son vivant.

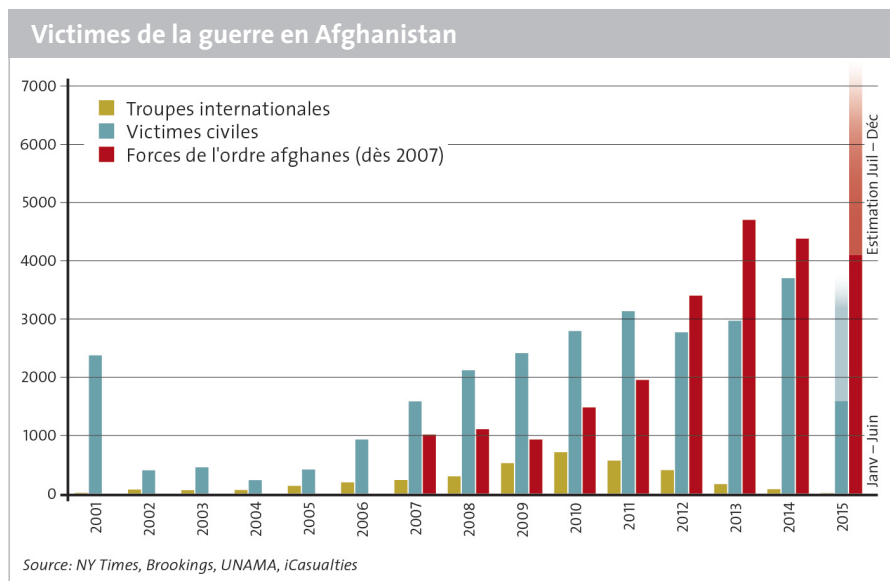
La mort du chef des talibans était moins importante que la durée pendant laquelle les dirigeants de l'insurrection l'ont dissimulée. On a commencé à soupçonner qu'Omar puisse avoir été assassiné par son adjoint, le mollah Akhtar Mansour. Mansour, un narco-trafiquant et un protégé des services de



En 2015, les forces djihadistes sont à la hausse en Afghanistan. Un an avant le retrait des dernières troupes américaines, les perspectives du pays semblent sombres. A. Masood / Reuters

renseignement pakistanais étroitement lié au réseau Haqqani affilié à Al-Qaïda, servait de négociateur en chef des talibans avec Kaboul avant la fuite de la nouvelle de la mort d'Omar. Le fait qu'il ait mené ces négociations au nom de son chef décédé depuis longtemps a remis en question sa crédibilité. La hâte avec laquelle il s'est approprié le titre de chef suprême a suscité encore plus d'opposition parmi les commandants talibans vétérans sur le terrain.

Ces développements suggèrent que la guerre afghane est sur le point d'entrer dans une nouvelle phase d'intensité. Les statistiques sont parlantes. Les forces de sécurité afghanes perdent, morts et blessés confondus, plus de 300 membres par semaine, ce qui n'est pas tenable étant donné leurs effectifs réduits. En plus, neuf civils ont été tués en moyenne chaque jour entre janvier et juillet 2015. La majorité des morts civiles se produit maintenant dans le



cadre d'opérations de combat au sol au lieu de bombardements, ce qui indique que les talibans sont passés à un stade territoriale plus défini de l'insurrection. Leur offensive de printemps 2015 a été lancée depuis le nord de l'Afghanistan, ce qui signale une expansion géographique de leur espace opérationnel. Les années précédentes, elle était venue du sud.

L'élévation de Sirajuddin Haqqani, dirigeant du réseau Haqqani, au rang d'adjoint de Mansour et de grand stratège militaire des talibans suggère qu'Al-Qaïda est enfin près d'avoir son moment de rentrée en Afghanistan tant attendu. Les agences de renseignement occidentales pensent que le réseau Haqqani est plus connecté, sur le plan opérationnel, avec des groupes djihadistes mondiaux que la majorité des talibans, organisés en tribus et qui ont une vision du monde plus localisée. Haqqani serait un membre du conseil exécutif d'Al-Qaïda et les Etats-Unis offrent pour sa tête une récompense de 10 millions de dollars, le même montant qu'avant pour la tête du mollah Omar. Ceci devrait mettre fin à l'espoir que les talibans de Mansour puissent agir comme une force modérée dans la politique afghane s'ils concluent un accord de partage de pouvoir avec Kaboul. Il faut plutôt s'attendre à un processus de factionnalisation au sein de l'insurrection talibane qui pourrait aussi potentiellement profiter, en plus d'Al-Qaïda, à des groupes djihadistes rivaux comme l'«Etat islamique» (EI).

L'une des raisons pour lesquelles les combattants talibans faisaient défection en fa-

veur de l'EI était une suspicion que Mansour négociait seulement avec Kaboul pour garantir aux membres de sa propre tribu Ishaqzai des nominations politiques en Afghanistan. On avait l'impression qu'il tra-

### Le revenu afghan représente actuellement 29 % du budget national, le reste provient de l'aide étrangère.

hissait les intérêts des autres dirigeants talibans. Cherchant désespérément à consolider sa position comme nouveau dirigeant des talibans, Mansour s'est senti obligé d'annoncer l'intensification du djihad en Afghanistan.

### Une guerre oubliée qui s'empire

Bien que la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS) ait mis fin à sa mission en décembre 2014, les Etats-Unis conservent encore 9 800 troupes en Afghanistan, principalement pour des fonctions de garde, des missions d'entraînement et des opérations spéciales. Le retrait de ces troupes est prévu pour la fin 2016. Le nouveau président afghan, Ashraf Ghani, désireux de faire des compromis avec les talibans, avait suscité des espoirs d'une paix négociée. Ces espoirs s'évanouissent cependant en raison de quatre facteurs. Le premier est politique: la légitimité propre de Ghani est douteuse, compte tenu du fait qu'il n'a pu assumer la présidence qu'après que son adversaire aux élections, Abdullah Abdullah, se soit avoué vaincu malgré des

résultats de vote ambigus. Abdullah a accepté la fonction moindre de chef de l'exécutif. Les deux hommes ont des positions divergentes sur les talibans. Abdullah estime que les insurgés représentent une idéologie médiévale qui n'a pas sa place dans la vision de développement du pays, alors que Ghani pense que le pays est condamné à davantage de violence s'ils ne sont pas intégrés dans la politique traditionnelle et si l'on ne reconnaît pas leurs capacités militaires croissantes.

Le second facteur qui a diminué les espoirs de paix est économique: on considère que l'Afghanistan nécessitera sept milliards de dollars par an au cours des dix prochaines années juste pour payer les salaires des fonctionnaires, entretenir l'infrastructure et fournir la sécurité nationale. Le revenu afghan représente actuellement 29 % du budget national, le reste provient de l'aide étrangère. Avec la stagnation de l'économie pour la première fois depuis 2003 et la nette dépréciation de la devise afghane, le gouvernement restera dépendant du financement étranger. Les insurgés connaissent cette faiblesse et ne voient donc guère de raisons de faire des compromis. Pour eux, l'histoire ne fait que se répéter selon le script qui a suivi le retrait soviétique en 1989 – un régime faible, soutenu par des donateurs étrangers, repousse des rebelles armés seulement tant que ses finances durent.

Sentant que l'Occident n'a aucun intérêt à poursuivre le «nation-building» ou à subventionner une cause perdue, les talibans estiment que la victoire est à leur portée et considèrent les pourparlers de paix purement comme un prélude à une nouvelle marche sur Kaboul.

Le troisième facteur est militaire: jusqu'à un tiers du territoire afghan est gravement menacé de violence insurrectionnelle. Bien que ce ne soit pas suffisant pour se traduire en saisie rapide du pouvoir, la mesure dans laquelle les forces de sécurité afghanes sont devenues dépendantes du support aérien et des renseignements occidentaux ces dix dernières années entrave maintenant leur réaction opérationnelle. La force aérienne afghane a peu d'avions d'attaque au sol pour des missions anti-insurrectionnelles et a des difficultés à recruter des pilotes dont on peut être certain qu'ils ne vont pas changer de camp. Pendant la montée au pouvoir des talibans en 1994–96, une grande partie de leur succès provenait de la défection de l'armée afghane et du personnel des forces aériennes à des moments de

bataille cruciaux, avec leur matériel. Pour éviter des incidents semblables, Kaboul a intensifié les enquêtes de sécurité sur le personnel. La découverte en 2015 que plusieurs armes capturées pendant la dernière offensive de printemps provenaient des arsenaux gouvernementaux suggère cependant que les insurgés ont encore des facilitateurs au sein des forces de sécurité afghanes.

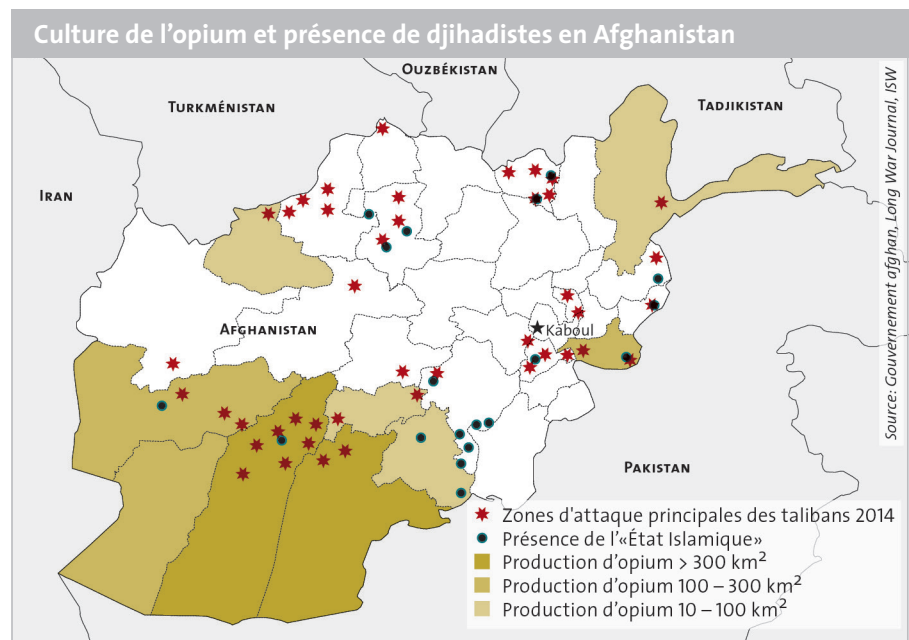
Le quatrième facteur est géostratégique: les tensions latentes de l'Afghanistan avec le Pakistan. Les Etats-Unis, la Chine et la Russie veulent que le Pakistan négocie un traité de paix entre le gouvernement afghan et les hauts dirigeants talibans. Islamabad met pour sa part en avant sa faction préférée des talibans, la faction Mansour, comme étant le seul partenaire de négociations avec Kaboul. Le service de renseignement pakistanais a discrètement évincé toutes les autres factions talibanes qui souhaitaient garder un certain degré d'indépendance politique et qui étaient irritées par la mainmise qu'exerce Islamabad sur les affaires afghanes. Cette situation est analogue à la guerre soviéto-afghane quand le Pakistan a insisté pour être le seul intermédiaire de l'Occident avec les *moudjahidines* afghans et s'est alors servi de cette position pour renforcer ses propres mandataires, tous des islamistes radicaux, tout en marginalisant les factions de résistance plus modérées.

### Concurrence entre djihadistes

Quelle que soit la manière dont se déroulent les événements, la guerre en Afghanistan constitue une menace croissante pour l'Occident. Si les talibans de Mansour, avec leurs effectifs et leur puissance de feu fournis par Haqqani, prévalent sur les factions talibanes dissidentes, Al-Qaïda en bénéficierait. Les experts occidentaux s'inquiètent que cette dernière, piquée au vif

## Le label de l'EI a gagné du terrain en Afghanistan malgré les barrières socio-culturelles et linguistiques.

par des pertes de personnel en Afghanistan-Pakistan de même qu'au Yémen, cherche activement à réaliser un attentat spectaculaire en Occident. Ayant déjà perdu une grande partie de sa base de recrutement en Syrie et en Iraq au profit de l'EI, Al-Qaïda a besoin d'urgence de retrouver sa crédibilité en tant qu'acteur fonctionnel si elle veut rester pertinente dans le mouvement djihadiste. Le succès opérationnel



ayant été la clé de l'attrait de l'EI parmi les terroristes de la nouvelle génération, Al-Qaïda va devoir le concurrencer dans des conditions similaires. L'expansion de ses refuges existants dans les zones contrôlées par le réseau Haqqani pour la planification des attentats et la préparation logistique est exactement ce dont a besoin le groupe à ce stade. On a fait remonter plusieurs anciens complots d'Al-Qaïda contre des nations occidentales jusqu'au territoire Haqqani, qui a à son tour été priorisé pour les frappes de drones américains.

D'autre part, si les talibans de Mansour ne resserrent pas leur contrôle sur l'insurrection en Afghanistan, le pays pourrait voir en plus un morcellement de groupes djihadistes. Déjà, d'anciens membres des talibans qui ont été expulsés pour des infractions disciplinaires ou sont désillusionnés par le style de vie luxueux dont profitent leurs dirigeants au Pakistan se sont rassemblés sous la bannière de l'EI. D'aucuns ont l'impression que les recettes du trafic de

drogue afghan ne sont pas mises en commun, mais que les hauts dirigeants qui en tirent des avantages personnels se les approprient. Des sources fiables affirment que 70–80% de toutes les recettes du narcotrafic obtenues par les talibans vont directement aux dirigeants, alors que les combattants talibans au sol doivent diviser ce qui reste entre eux. Comme ils prennent la majorité des risques, cette distribution inégale

des recettes a suscité la rancœur des commandants locaux.

À la différence des années 1990 où les religieux talibans haut placés pratiquaient l'austérité, aujourd'hui de nombreux responsables politiques dans l'insurrection affichent leur opulence en achetant des véhicules tape-à-l'œil et des résidences palatiales dans les villes pakistanaises de Peshawar et Karachi, ce qui a entraîné une recrudescence générationnelle de jeunes commandants sur le terrain et créé des conditions pour la défection de ces derniers au profit de l'EI. L'une des raisons est aussi égoïste: le dirigeant des talibans n'est qu'un «émir» régional qui, selon la convention islamique, est théoriquement un émir parmi beaucoup dans le monde entier, tous devant allégeance à un «calife» supérieur. Les combattants talibans qui se réinventent en guerriers d'un califat mondial se promeuvent à un statut supérieur au lieu de rester de simples fantassins d'un émirat afghan. Le label de l'EI a donc gagné du terrain en Afghanistan malgré les barrières socio-culturelles et linguistiques.

Pour se créer une nouvelle identité, les factions dissidentes des talibans ont imité la brutalité pour laquelle est célèbre l'EI, décapitant leurs anciens camarades et brûlant des champs de pavot pour tenter de «nettoyer» la société. Ils ont été rejoints par des militants ouzbeks, fuyant des opérations anti-insurrectionnelles dans le nord-ouest du Pakistan. Gulbuddin Hekmatyar, un is-

lamiste afghan qui est rival de longue date des talibans, aurait aussi annoncé son affiliation avec l'EI. Il est toutefois intéressant de noter qu'il y a eu peu de témoignages de combattants étrangers venus d'en dehors de la région sud-asiatique voyageant en Afghanistan pour rejoindre l'EI.

### Financement de l'EI en Afghanistan

Des rapports anecdotiques suggèrent que les coffres des cadres de l'EI en Afghanistan débordent. Bien que le consensus d'experts soit qu'il y a peu de contacts directs entre la franchise de l'EI en Afghanistan et le leadership central en Syrie-Iraq, il est possible que des capitaux de démarrage aient été fournis aux nouveaux cadres. Il y a déjà un précédent de partage des compétences entre les théâtres irakien et afghan: en 2005, des djihadistes irakiens ont appris aux tali-

## Si les sanctions envers le voisin de l'Afghanistan, l'Iran, sont substantiellement allégées, il se peut que Kaboul soit sur le point d'en tirer un bénéfice inattendu.

bans à assembler de puissants dispositifs explosifs improvisés et à utiliser les kamikazes pour obtenir un effet maximum. Le résultat a été une nette hausse des victimes liées au terrorisme l'année suivante, qui n'a jamais diminué. Il est donc possible que des contacts clandestins aient été créés pour transférer le financement et la connaissance technique à la branche afghane de l'EI, même si cette dernière reste largement autonome par rapport au contrôle irakien.

Une autre possibilité pourrait être que l'EI, avec son talent pour le racket en Iraq, prenne en charge des parties de l'économie de la drogue afghane tout en attaquant celles contrôlées par les talibans. Des rapports fiables suggèrent que la culture d'opium est florissante en Afghanistan. L'une des provinces contestées entre l'EI et les talibans, Helmand, représente presque 50% de la production d'opiacés dans le pays. Dans la province orientale de Nangarhar, où l'EI a chassé les talibans de six des 22 districts de la province, il a essayé de dis-

soudre l'économie de la drogue, éventuellement parce qu'il craignait de ne pas pouvoir être en mesure de l'exploiter lui-même en raison de la proximité de Nangarhar de bastions talibans au Pakistan. Et il y a de fortes raisons de croire qu'au moins une partie de l'opposition au mollah Mansour de l'intérieur même des talibans vient principalement du fait qu'il ait accaparé de grandes portions du narcotrafic aux dépens d'autres chefs insurgés qui sont maintenant ouvertement en révolte.

### Quelle voie suivre?

Entre le 7 et le 10 août 2015, au moins 80 personnes sont mortes dans une série d'attentats terroristes centrés sur Kaboul. Les talibans ont revendiqué des opérations ciblant des installations gouvernementales mais pas celles principalement dirigées contre des civils. Au demeurant, la patience semble s'évaporer au gouvernement afghan. Le président Ghani a franchement accusé le Pakistan de rejeter ses ouvertures de bonne volonté et de continuer à faire ce qu'il a appelé une «guerre non déclarée» contre l'Afghanistan en

utilisant les talibans comme intermédiaires. Islamabad insiste pour sa part qu'elle a à cœur la réussite d'un processus de paix possédé et mené par les Afghans. Mais étant donné la dépendance des dirigeants talibans par rapport au soutien du Pakistan, il y a des doutes quant à la question de savoir si la dernière recrudescence d'attentats est seulement le travail d'éléments rebelles au sein de l'insurrection, éventuellement l'EI, ou est en fait une tactique de négociation pour continuer à affaiblir le régime afghan avant un autre cycle de négociations. Dans un cas comme dans l'autre, beaucoup dépendra de la question de savoir si le mollah Mansour peut affirmer son autorité.

Pour l'avenir immédiat, la présence continue de soldats américains en Afghanistan et la capacité d'employer des drones pour des assassinats ciblés de dirigeants djihadistes, même à une échelle réduite, limite les chances qu'un attentat majeur soit lancé par Al-Qaïda sur l'Occident. Ce qui est presque certain est que le nombre de com-

plots terroristes internationaux planifiés sur le territoire afghan va augmenter en prévision du retrait total des troupes américaines à la fin de 2016. En attendant, le gouvernement afghan essaie de ralentir la propagation de l'insurrection en recrutant des milices tribales comme justiciers locaux. Ceci pourrait une nouvelle fois entraîner l'émergence d'une économie politique de seigneurs de guerre telle qu'elle existait pendant les années 1992-94, immédiatement avant la première apparition des talibans comme une force dans la politique afghane.

Cependant, si les sanctions envers le voisin de l'Afghanistan, l'Iran, sont substantiellement allégées, à la suite du récent accord nucléaire, il se peut que Kaboul soit sur le point d'en tirer un bénéfice inattendu. Le développement du port iranien de Chabahar par l'intermédiaire d'investissements internationaux pourrait considérablement réduire la dépendance économique de l'Afghanistan vis-à-vis du Pakistan à long terme et donc indirectement affaiblir la position de négociation actuelle d'Islamabad. Beaucoup d'attaques des talibans au cours des dix dernières années avaient pour but de prévenir pareille éventualité en attaquant des groupes de construction de routes œuvrant à améliorer la connectivité afghano-iranienne. Si l'économie et l'armée afghane font preuve de résilience pendant les 18 prochains mois, suffisamment pour résister à l'intensification de la violence insurrectionnelle, il se pourrait alors que le départ final des troupes occidentales n'annonce pas automatiquement un retour à la guerre civile. Cette question est particulièrement importante pour la sécurité des pays occidentaux puisque les deux scénarios alternatifs – une entrée talibans/Haqani au gouvernement afghan ou un morcèlement des talibans en faveur de l'EI – garantiront que l'Afghanistan deviendra une nouvelle fois un refuge terroriste.

**Le Dr Prem Mahadevan** est Senior Researcher au sein de l'équipe de think tank «Sécurité Globale» au Center for Security Studies (CSS) à l'ETH de Zurich. Il se spécialise dans l'étude du terrorisme djihadiste dans la région indopacifique.

Les analyses de politique de sécurité du CSS sont publiées par le Center for Security Studies (CSS) de l'ETH Zurich. Deux analyses paraissent chaque mois en allemand, français et anglais. Le CSS est un centre de compétence en matière de politique de sécurité suisse et internationale.

Editeurs: Christian Nünlist et Matthias Bieri  
Traduction: Consulta; Relecture: Livio Pigioli  
Layout et graphiques: Miriam Dahinden  
ISSN: 2296-0228

Feedback et commentaires: [analysen@sipo.gess.ethz.ch](mailto:analysen@sipo.gess.ethz.ch)  
Téléchargement et abonnement: [www.css.ethz.ch/cssanalysen](http://www.css.ethz.ch/cssanalysen)

Parus précédemment:

Sécurité européenne après la rupture de 2014 No 177  
Sanctions sectorielles: un outil de la diplomatie coercitive No 176  
Yémen: révolution et intervention saoudite No 175  
Le «fer de lance» de l'OTAN No 174  
La réduction des risques de catastrophes après Sendai No 173  
La Russie de Poutine et la sécurité européenne No 172